

À propos de *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*

Un entretien de Bruno Tinel avec Gérard Duménil et Dominique Lévy

Les voies du progrès social se sont-elles définitivement fermées depuis la fin des années 1970 ? À la suite de quelle métamorphose des rapports de force ? Quelles seraient les voies d'un renouveau ? Tous ceux qui ont eu à souffrir des transformations sociales des trente dernières années se posent ces questions au quotidien – à moins qu'ils aient renoncé, après s'être inclinés une dernière fois sur la dépouille des utopies. C'est là l'objet du livre de Gérard Duménil et Dominique Lévy, publié au mois de janvier 2014 par les Éditions La Découverte. Duménil et Lévy dessinent le panorama d'une « grande bifurcation », contrastant les voies des droites et celles d'une vraie gauche. Les questions de Bruno Tinel les entraînent dans le vaste réseau des présupposés théoriques, analyses concrètes des mécanismes, et exhortations politiques qui composent ce dernier ouvrage¹.



Alors que, malgré l'ampleur de la crise, tout semble aujourd'hui verrouillé dans le sens d'un approfondissement du néolibéralisme, la partie ne serait donc pas perdue et définitivement jouée en défaveur du progrès social ? L'Histoire s'ouvrirait encore sur des bifurcations ?

Le propre d'une bifurcation, c'est qu'au moins deux routes existent. Une des deux voies est celle de la poursuite des dominations sociales sans partage dont le néolibéralisme a marqué la réaffirmation au début des années 1980. Le livre lutte contre la thèse thatchérienne du « il n'y a pas d'alternative » : une autre voie est ouverte à gauche. Nous n'affirmons évidemment pas qu'un mouvement se dessine aujourd'hui dans cette direction, mais soutenons qu'un ordre social de progrès est possible. Il est à conquérir, ce que suggère le sous-titre. S'il faut éviter l'optimisme béat, il convient aussi prendre ses distances par rapport à l'argument de l'irréalisme. Considéré du point de vue des premières décennies de l'après-Seconde Guerre mondiale, ce que le néolibéralisme a accompli était difficilement concevable, pourtant « ils » l'ont fait.

Plus généralement, il faut se pénétrer de l'idée que le capitalisme néolibéral n'est pas la fin de l'histoire. Le capitalisme continue à se transformer. La principale de ces transformations a été celle de sa structure de classe. Nous défendons la thèse d'une structure tripolaire du capitalisme contemporain : capitalistes, cadres et classes populaires d'ouvriers et d'employés. Le « grand coup » des classes capitalistes dans le néolibéralisme, c'est d'avoir réussi à associer les cadres à la

¹ Cet entretien fait référence à divers travaux antérieurs de Duménil et Lévy : *Au-delà du capitalisme*, PUF, Paris, 1998 ; *The Crisis of Neoliberalism*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 2011 ; et trois articles d'*Actuel Marx*, « Dettes souveraines : limites du traitement keynésien d'une crise structurelle » et « Crise et horizons post-néolibéraux », n°51, 2012 ; et « Dynamiques des modes de production et des ordres sociaux », n°52, 2012.

grande entreprise de restauration de leurs pouvoirs et revenus. Que les cadres financiers soient entrés dans la danse ne surprendra personne, mais que les cadres techniques et des administrations se soient joints au mouvement est plus étonnant. Même, les cadres des professions intellectuelles et artistiques ont largement emboîté le pas. À la violence des pratiques néolibérales en matières de politiques économiques et de gestion est ainsi venue s'ajouter une grande vague de dévastation idéologique, qui fait apparaître tout projet de « bifurcation » vers d'autres voies comme incongru. Les cadres, en changeant de camp, ont condamné les utopies.

Le dernier chapitre du livre, consacré au « politique », *ici et maintenant*, tourne tout entier autour de l'exigence de la dissolution de cette alliance au sommet des hiérarchies sociales, et du rétablissement d'un compromis « à gauche » entre classes populaires et cadres tel que celui qui avait animé les dynamiques économiques et politiques de l'après-guerre. Aborder cette bifurcation « dans le bon sens », c'est-à-dire vers la gauche, c'est rétablir une telle configuration d'alliance. Mais il s'agit, à l'évidence, d'un premier pas, car les erreurs du compromis de l'après-guerre ne doivent pas être répétées, celles qui ont conduit à la dégénérescence de cet ordre social jusqu'au néolibéralisme, au lieu de son dépassement au-delà des logiques capitalistes – ou ont abouti, dans d'autres contextes, à la fermeture des voies supposées mener au socialisme.

Si la « grande bifurcation » définit bien des options alternatives de droite et de gauche, chacune de ses branches possède ses modalités. À droite, le néolibéralisme est aux prises avec ses propres contradictions, dont la crise fut et demeure, aux États-Unis et en Europe, une des manifestations. Se dessinent déjà les traits d'un nouvel ordre social, toujours à droite, où les pouvoirs des cadres des secteurs privés et publics seraient renforcés et le leadership des classes capitalistes entamé. En jouant un peu sur les mots, nous l'appelons « néomanagérisme ». Les entreprises ne seraient plus pleinement soumises aux critères bousiers, la production serait en partie relocalisée sur les territoires nationaux, les politiques économiques seraient ciblées vers des objectifs visant à interrompre l'érosion de l'hégémonie des vieux centres. Certaines de ces transformations sont déjà amorcées aux États-Unis, tendant vers un « néolibéralisme administré », c'est-à-dire un néolibéralisme qui est de moins en moins libéral, une forme préliminaire de néomanagérisme. Ces dynamiques interventionnistes et industrialistes n'avaient pas pleinement disparu en Europe, notamment en Allemagne, en dépit des folies de la financiarisation dans des pays comme la France ou l'Espagne ; elles attendent donc d'être ranimées.

À gauche aussi, il n'y a pas qu'une modalité. Un renouveau de telles dynamiques serait également confronté à ses contradictions, surtout celles découlant de la nature de cette alliance en tant qu'alliance entre classes — entre classes populaires et cadres —, et non pas une alliance entre composantes d'une supposée grande classe de salariés. Dans une telle alliance entre classes distinctes, la pratique de la démocratie est un exercice de haute voltige dans lequel aucun repos de la lutte des classes populaires n'est permis, et cela d'autant plus qu'on souhaite en faire le tremplin d'un saut vers des sociétés de progrès plus avancées.

Ce nouveau livre s'inscrit donc bien dans la continuité de vos précédents travaux, où se mêlent une problématique marxiste relative aux dynamiques historiques et structures de classe, et l'analyse concrète des mécanismes économiques. Le deux premiers chapitres, de portée plus « théorique-historique », définissent les grandes lignes de cette problématique, telle qu'on la trouve,

notamment dans Au-delà du capitalisme ? Pouvez-vous en rappeler les traits principaux ? Y a-t-il du nouveau ?

Nous aimons nous rapporter à l'usage que nous faisons de l'analyse marxiste comme « fondamentaliste et révisionniste » ! Côté fondamentalisme et du point de vue de l'histoire, nous continuons à concevoir l'histoire des sociétés humaines en termes de succession de modes de production – une séquence belle et bien liée à la dynamique des forces productives –, et nous tenons ferme à la conception des luttes de classe comme moteur des dynamiques historiques. Nous mettons l'accent sur le processus de « socialisation » de la production – l'acquisition de caractères « collectifs » –, cette notion permettant de penser la poursuite de la transformation des rapports de production au sein du capitalisme, donc pas seulement comme expression du passage d'un mode de production à l'autre. Nous n'y voyons pas une « révision » mais une « explicitation », car la notion traverse *Le Capital*. Dans ce champ historique, notre révisionnisme tient principalement à la considération de la structure de classe tripolaire qu'on a évoquée et au dépassement possible du capitalisme dans un nouveau mode de production que nous appelons le « cadrisme ». Au plan des mécanismes économiques, il s'agit moins de « réviser » que de « prolonger », car Marx a fait beaucoup mais il existe des domaines sur lesquels il n'a pas pu conclure, par exemple celui de la théorie de la crise – faute de données et d'outils théoriques, notamment formels. Et surtout, le capitalisme a continué à se métamorphoser ; et quelques écoles hétérodoxes ont apporté des contributions, comme le keynésianisme.

Par rapport à nos travaux passés, notamment *The Crisis of Neoliberalism*, nous maintenons notre thèse fondamentale de la nature de classe du néolibéralisme – que nous avons mise en avant au milieu des années 1990 – comme le rétablissement des pouvoirs et revenus des classes capitalistes. C'était une interprétation entièrement neuve à l'époque, devenue aujourd'hui presque banale à gauche, quoique souvent formulée dans un vocabulaire évitant la référence choquante à des « classes » ou continuant à confondre le néolibéralisme – un ordre social – avec l'idéologie néolibérale, ou avec le capitalisme en général. Dans ce livre, nous poursuivons l'approfondissement de l'aspect, plus récent dans nos analyses, concernant le rôle des cadres dans ces transformations sociales et économiques.

Du vraiment nouveau ? Ces deux chapitres réunissent des analyses que nous avons données dans des numéros récents d'*Actuel Marx*. Les pièces du puzzle se mettent graduellement en place. Des notions nouvelles surgissent, notamment celle d'un État « bipolaire », réunissant un « centre politique institutionnel » et un « centre économique institutionnel ». Mais surtout le livre tente une présentation plus cohérente de ce qui en définit le titre : « la grande bifurcation ». Là également fondamentalisme et révisionnisme se mêlent étroitement, selon une perspective qu'on pourrait qualifier de « déterminisme historique relatif », car nous pensons qu'il ne faut pas renoncer à l'identification d'un « sens de l'histoire » mais qu'il faut le concevoir comme davantage soumis aux luttes de classe que Marx le pensait – une question de degré, à notre avis. C'est précisément le sens de la notion de bifurcation : un chemin assez bien tracé mais s'ouvrant sur plusieurs voies alternatives.

Pouvez-vous nous rappeler, plus précisément, quelle est, selon vous, la spécificité du néolibéralisme au regard de ce que fut l'ordre social qui l'a précédé ou de ceux qui pourraient le suivre ?

Il faut sans doute redire ici que, par « ordre social », nous entendons la configuration des rapports de domination et alliances entre les différentes classes dans une période déterminée. Par exemple, l'ordre social caractéristique des sociétés des vieux centres dans les premières décennies de l'après-guerre se caractérisait par l'alliance entre les classes populaires et les classes de cadres, dans une situation où les classes capitalistes — surtout leurs fractions supérieures — voyaient leurs pouvoirs et revenus sensiblement limités. En prenant la notion dans un sens étendu, on peut parler de « social-démocratie », loin de l'usage qui en est présentement fait pour parler du gouvernement français actuel. Cet ordre social s'est mis en place après la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale, dans la continuité directe du mouvement ouvrier, comme en Suède ou en France, ou dans des circonstances fortement influencées par la force ascendante de ce projet de transformation graduelle du capitalisme, souvent qualifiés péjorativement de « réformistes ». Ces transformations ont perdu graduellement de leur radicalité, mais les traits caractéristiques de ces décennies apparaissent avec particulièrement de netteté quand on les compare aux trente années de néolibéralisme qui ont suivi la dislocation de cet ordre social.

Le livre rappelle ces contrastes quant aux mécanismes qui gouvernent les dynamiques sociales mais aussi telles qu'elles ressortent de l'examen des données historiques. La première des caractéristiques de l'après-guerre, la plus connue, fut une forme de progrès social, dans laquelle se conjuguèrent l'élévation des niveaux de vie pour la plus grande partie de la population, les avancées de la protection sociale et des services publics, l'éducation et la culture. Mais il ne faut pas cacher les aspects négatifs concernant l'environnement dans le contexte du productivisme qui prévalait alors, sans parler de l'impérialisme tout aussi caractéristique de cette période que d'époques antérieures. Ce nouveau cours des événements fut porté par les luttes des classes populaires dont résultait une démocratie — toujours de classe, mais qui faisait sa place à des partis et organisations porteuses de certains intérêts des classes populaires. Les gestions avaient d'autres objectifs que la maximisation des cours boursiers : le « progrès » technique, la croissance, etc. Les politiques économiques visaient des cibles similaires. Les données révèlent une diminution considérable des inégalités de revenu, un niveau relativement faible des revenus de la propriété, des économies encore tournées vers les territoires nationaux, et surtout un investissement productif important et une croissance soutenue.

Tout bascula avec l'imposition du nouvel ordre social néolibéral. La remontée soudaine des inégalités se manifesta dans l'augmentation des revenus du capital — intérêts et dividendes —, la hausse rapide des salaires les plus élevés, et la stagnation des pouvoirs d'achat pour la grande majorité des autres salariés. Les taux d'investissement et de croissance des pays du centre diminuèrent graduellement et un sous-emploi chronique, plus ou moins dissimulé, s'imposa au sein d'économies de plus en plus ouvertes au commerce international et où les flux d'investissements directs à l'étranger ne cessaient de s'accroître. Non seulement les capitaux quittaient les métropoles, mais les grandes sociétés par actions employaient leurs profits et leurs emprunts au rachat de leurs propres actions en vue de faire flamber les cours boursiers ou d'empêcher leur baisse. Les déficits du commerce extérieur s'accroissaient ; les endettements explosaient. Dans tous ces domaines, d'importantes différences apparaissaient évidemment entre pays, sans parler des distances conservées ou prises avec le processus de néolibéralisation par certaines régions du monde, comme la Chine, la Corée, l'Amérique latine — tout en restant parties

prenantes de la mondialisation néolibérale.

Vous définissez la configuration emblématique du néolibéralisme, comme « néolibéralisme anglo-saxon », « un modèle, un empire » dit le titre du chapitre. De quoi s'agit-il ?

Il faut préciser ici la caractérisation du néolibéralisme donnée précédemment. Cet ordre social se définit par la domination des fractions supérieures des classes capitalistes, en alliance avec les cadres des secteurs publics et privés. Cette alliance est évidemment d'autant plus forte qu'on s'approche des sommets des hiérarchies ; elle s'exerce à l'encontre des classes populaires. Dans cette alliance, la question du leadership est importante. Typiquement, dans le néolibéralisme, ce leadership est exercé par les fractions supérieures des classes capitalistes. Celles-ci dominent et on peut, sans trop simplifier, affirmer que les cadres gèrent (dans les entreprises) et gouvernent (dans les institutions étatiques et paraétatiques) en fonction des intérêts des classes capitalistes, sachant que de leurs propres intérêts qui sont devenus convergents. À cela, il faut ajouter que ce pouvoir capitaliste s'exerce par l'intermédiaire des institutions financières, les piliers de cet ordre social. La propriété du capital est organisée en « réseaux », en ce sens qu'elle se concentre dans un système d'institutions financières qui se possèdent largement mutuellement par la détention réciproque d'actions, et qui possèdent une très importante fraction des sociétés non financières. Le contact s'établit entre ce grand réseau et les hauts gestionnaires au sein des assemblées d'actionnaires et des conseils d'administration. Dans nos sociétés, ces institutions forment un véritable gouvernement parallèle, le « centre économique institutionnel », d'ailleurs étroitement lié aux instances politiques au sens traditionnel, dans des relations informelles et moyennant le passage de certains individus d'un de ces centres à l'autre.

Afin de mieux rendre compte de ces configurations, nous avons défini le concept de Finance. Par cela, nous entendons : les fractions supérieures des classes capitalistes et ce qu'on peut qualifier comme étant « leurs » institutions financières – non seulement les institutions qui font partie de ce réseau de la propriété, mais aussi les banques, fonds spéculatifs (*hedge funds*), fonds mutuels ou de retraite, gestionnaires de portefeuilles, etc., jusqu'aux banques centrales ou au FMI.

La forme la plus élaborée du néolibéralisme est propre au monde anglo-saxon, États-Unis et Royaume-Uni. Sa caractéristique majeure est la très forte domination des classes capitalistes. Elle revêt des formes institutionnelles très précises. Les représentants des sociétés financières font face aux gestionnaires des sociétés non financières pour y imposer les règles du gouvernement d'entreprise néolibéral, à savoir : tout pour les marchés financiers (la maximisation des cours de bourse). Les agents de ce qui est désigné comme un « activisme actionnarial » sont une minorité de fonds spéculatifs très puissants, que le *Wall Street Journal* désigne comme les « ogres des conseils d'administration ».

Cet ordre social néolibéral s'est-il diffusé de manière homogène au sein des pays composant le vieux centre ou bien subsiste-t-il des configurations différenciées ? Au sein même de l'Europe, tous les pays ont-ils suivi la même trajectoire ? À quoi tiennent ces divergences entre pays voisins ?

Ce modèle ne s'est pas véritablement imposé en Europe. Pour le comprendre, il faut ajouter à la description des institutions de la propriété et de la gestion ci-dessus, que la haute gestion est

également structurée dans le réseau des participations réciproques d'administrateurs des sociétés appartenant à plusieurs conseils d'administration. C'est dans ces conseils que se rencontre tout ce beau monde, gestionnaires de terrain et représentants des propriétaires, dans ce que nous appelons l'« interface propriété-gestion ».

Dans le néolibéralisme anglo-saxon, les réseaux de participation croisée aux divers conseils d'administration ont été démantelés, alors qu'ils survivent largement en Europe, ce qui assure une certaine autonomie des hauts gestionnaires. On constate même que ces réseaux européens se sont renforcés depuis la crise. Mais les voies suivies par la France et l'Allemagne sont également distinctes. Il faudrait enfin élargir le tableau à d'autres pays, en Europe du Nord, où des pays comme les Pays-Bas possèdent d'énormes patrimoines dans le reste du monde, ou bien des pays du Sud européen, comme l'Espagne et la Grèce. Et, au-delà des centres, il faudrait parler de pays comme la Chine, construisant un vaste secteur capitaliste, mais dont l'économie est fortement dirigée.

Il est difficile de dire à quoi tiennent ces différences. Elles sont l'héritage de circonstances historiques, tant aux plans économiques que politiques.

Dans le chapitre 7, vous proposez une approche fine de la structuration du système financier, concernant les réseaux de propriété. Sur quels travaux vous appuyez-vous ? Quels sont vos principaux résultats ? Comment se dessinent les relations entre les États-Unis et le reste du monde ?

Un ensemble d'études réalisées par des spécialistes des réseaux complexes, encore peu connues des économistes, sont maintenant disponibles concernant les structures de la propriété et du contrôle en 2007. On en trouvera les références dans le livre. Elles se fondent sur un très vaste ensemble de données : 37 millions d'agents, individus et entreprises, appartenant à la quasi-totalité des pays du monde, et environ 13 millions de liens de propriété – les détentions d'actions. Ces études concernent les 43 000 sociétés transnationales du monde et toutes les sociétés et individus ayant un rapport de propriété direct ou indirect avec ces sociétés, soit 77 500 gros actionnaires individuels et près de 500 000 autres sociétés. Les relations de propriété définissent des réseaux.

Il existe de petites « familles », mais la principale découverte est l'existence d'une énorme « composante connexe » qui réunit les plus grandes sociétés transnationales, 80% de l'ensemble des sociétés considérées dans l'étude, qui réalisent 94% des profits de toutes les sociétés transnationales. Cette grande composante a la forme d'un nœud papillon : le nœud central proprement dit et les deux boucles latérales. L'une de ces boucles est petite et regroupe des sociétés ou individus qui possèdent des sociétés appartenant au nœud central ou à l'autre boucle. Le nœud central est un réseau inextricable de sociétés très majoritairement financières, qui se possèdent mutuellement et, surtout, possèdent les sociétés de l'autre boucle qui regroupe la grande masse des sociétés non financières. Ce nœud central, très financier, réunit seulement 1347 sociétés dont les trois quarts des actions sont possédées par d'autres sociétés situées dans ce même ensemble.

Ces études définissent le « contrôle » par la possession d'au moins 50% des actions. On voit alors que 737 propriétaires, s'ils agissaient collectivement, contrôleraient des sociétés transnationales représentant 80% de la valeur de toutes ces sociétés dans le monde ; parmi ces propriétaires, il peut s'agir de sociétés ou d'individus (les milliardaires). En s'approchant encore des sommets, on peut identifier les 50 agents, tous des sociétés, exerçant le plus grand contrôle au plan mondial. On voit que 45 d'entre eux sont des sociétés financières et 4 des holdings. La domination des États-Unis y est écrasante : pratiquement la moitié de ces sociétés. Vient derrière le Royaume-Uni, avec 8 sociétés, puis la France, avec 5 sociétés. L'Allemagne est peu présente (avec seulement 2 sociétés), ce qu'il faut relier aux commentaires faits plus haut concernant les voies respectivement suivies par l'Allemagne et la France. Le livre reproduit le diagramme du réseau des 18 sociétés financières qui couronnent le dispositif, et leurs liens réciproques ; il s'agit d'une entité très anglo-saxonne, bien que l'Europe continentale soit aussi représentée (5 sociétés sur 18).

Ces études définissent également des « communautés », c'est-à-dire des sous-ensembles de sociétés assez étroitement reliées entre elles. La présence de sociétés d'un même pays structurant ces sous-ensembles permet de les identifier comme des communautés nationales – et non des communautés d'entreprises d'un même secteur (qui se relieraient indépendamment de leur nationalité). Mais des sociétés de divers autres pays sont également présentes et liées aux sociétés du pays dominant qui définit la communauté. Certaines de ces communautés sont très ouvertes, au sens où les sociétés de diverses nationalités associées sont nombreuses. On ne sera pas surpris de constater que la principale de ces entités est celle des États-Unis ; vient ensuite celle du Royaume-Uni. Dans ces deux cas, environ la moitié des sociétés appartiennent au pays concerné, et l'autre moitié est étrangère. La situation est assez différente en Europe continentale. Parmi les « grands » -- à l'exception des Pays-Bas, dont la communauté est très ouverte sur le reste du monde --, les communautés des autres pays y sont très fermées. Par exemple, la communauté française est formée de 79% de sociétés du pays. De même les deux communautés allemandes sont très fermées. On peut citer le cas étonnant du Japon, dont 75% des sociétés retenues dans l'étude appartiennent à la communauté des États-Unis ; on sera moins surpris d'apprendre que plus de la moitié des sociétés israéliennes font partie de la communauté états-unienne.

Ces études donnent une image saisissante de la propriété capitaliste, une véritable internationale du capital. En particulier, le cœur financier du système évoque directement la composante institutionnelle de ce que nous appelons « la Finance ». La domination anglo-saxonne, surtout, des États-Unis, est éclatante : un empire. Mais ces études révèlent également certaines formes d'autonomie européenne (parlant de l'Europe continentale). Ce dernier caractère posséderait des conséquences importantes dans l'hypothèse d'un scénario de transformation sociale plus radicale en Europe qu'aux États-Unis, tel que celui qu'évoque la fin du livre.

Le cadre institutionnel européen est partagé par plusieurs pays qui l'ont construit progressivement depuis six décennies en vue de leur intégration économique ; toutefois les économies nationales qui les composent semblent aujourd'hui très inégalement affectées par la crise, particulièrement sévère dans les pays du Sud. Qu'en est-il ?

Dans l'analyse de la situation actuelle de l'Europe, il faut bien distinguer les traits propres au projet originel de construction européenne et les transformations néolibérales. Le Traité de Rome reflétait les options du compromis social de l'après-guerre. Le choix était fait de l'économie de marché par opposition à la planification bureaucratique de type soviétique, mais le traité entérinait les caractères interventionnistes des économies de l'époque, y compris la planification indicative à la française. Les frontières économiques nationales étaient repoussées jusqu'à celles de la Communauté. L'idée même de « marché commun » impliquait le libre-échange interne mais permettait les protections vis-à-vis du reste du monde ; très explicitement, les mouvements de capitaux devaient être libérés au sein de la Communauté mais pouvaient être maintenus face à l'extérieure. Ces dispositions faisaient des pays moins avancés du Sud de l'Europe les destinataires privilégiés des investissements des pays plus avancés. La progression graduelle des réformes néolibérales et la « révolution » du même nom au début des années 1980 modifièrent profondément cette première configuration (dès avant l'entrée d'un pays comme l'Espagne dans la Communauté). Le Traité de Maastricht de 1992 est emblématique de ce tournant : dissolution du marché commun dans le libre-échange mondial et libération des mouvements de capitaux également au plan mondial. Que restait-il alors du projet originel, face à l'imposition des nouveaux critères de gestion et les politiques néolibérales en Europe ?

Des pays comme l'Espagne ou la Grèce connurent dans le contexte de la construction européenne des taux de croissance nettement plus élevés que la France ou l'Allemagne, et cela jusqu'à la crise de 2008. Du point de vue de la croissance, aucune rupture ne peut être observée dans les séries suite à la création de l'euro, ni aucun essoufflement avant la crise. Un pays comme l'Espagne – que le livre étudie spécialement – où l'industrie représente une part de l'activité totale supérieure à la France, était engagé dans une mutation économique rapide. Y coexistaient un secteur dynamique et un secteur moins compétitif. Celui-ci aurait dû disparaître ou se moderniser graduellement, mais le choc de la crise l'a heurté avec brutalité. L'élimination de ce secteur s'effectue dans la crise avec une extrême violence, celle des faillites et des licenciements, alors que le secteur avancé reste performant, notamment en matière d'exportation. Cela ne signifie pas que tout allait bien en Espagne avant la crise ; on connaît notamment les niveaux d'inflation trop élevés. Malgré les crédits européens, les nouvelles règles néolibérales interdisaient les politiques industrielles fortes qui auraient dû accompagner cette mutation – et qui étaient et restent absolument nécessaires – de même que le soutien de l'activité économique à l'opposé des politiques d'austérité. Mais l'Espagne, tout particulièrement, s'était engagée sur les voies folles de la financiarisation néolibérale, manifeste dans la bulle immobilière et la croissance de la dette des secteurs privés – ménages et entreprises – et non de l'État. Le poids de ce surendettement apparaît maintenant considérable, dans une configuration similaire à celle prévalant aux États-Unis.

Mais la grande « hétérogénéité » qu'analyse le livre, également reflétée dans les degrés de sévérité de la crise, est celle qui oppose l'Allemagne et la France !

En quoi peut-on considérer que la stratégie adoptée par les classes dominantes en France pour s'insérer dans le néolibéralisme est un échec ? Dans quelle mesure l'Allemagne a-t-elle pour sa part rejeté le néolibéralisme et quelle en a été la contrepartie ? Est-il souhaitable pour les travailleurs de

tenter de reproduire cette stratégie dans d'autres pays ?

Il faut partir des dynamiques industrielles. L'Allemagne est grand pays industriel. En 2012, la part de l'industrie dans le PIB y était de 26% contre 13% pour la France. Pourtant, quand on étudie la croissance de l'industrie dans les deux pays, on observe des évolutions tout à fait parallèle jusqu'au milieu des années 2000. La divergence s'est donc produite il y a une dizaine d'années. Alors que le surplus du commerce extérieur allemand se rétablissait dans les années 2000, la France connaissait d'importants déficits. Lorsque survint la crise en 2008, l'industrie française plongea durablement puis se stabilisa à un niveau bas, alors que la contraction se poursuivait, en Espagne ou en Grèce, et que l'industrie allemande se relevait. « Quelque chose » s'était donc passé en place en France dans les années 2000, dont la nature reste à déterminer.

On peut invoquer la hausse comparative du coût du travail en France depuis le milieu des années 1990 et les politiques antisociales allemandes au bénéfice des employeurs. À nos yeux, la source principale de la divergence se situe, cependant, dans les trajectoires distinctes des deux pays, c'est-à-dire sur un plan beaucoup plus fondamental. L'Allemagne est restée relativement à l'abri des tendances à la financiarisation néolibérale. Le cas de ce pays est exemplaire à ce propos du fait de la survivance de structures héritées de l'après-guerre, celles du capitalisme « rhénan », quoique renouvelées. Il semble qu'une partie du système productif y garde une grande autonomie par rapport à la Finance : les marchés ne gouvernent pas tout. Des études parlent de structures « managériales-industrialistes ». Certaines caractéristiques similaires survivent en France mais à un moindre degré. Surtout, les gouvernements successifs, dans la même logique que celle qui conduisit à Maastricht, ont mené, depuis les années 1990, un vaste programme de réforme du secteur financier hérité de l'après-guerre (largement public ou mutualiste), l'expression d'un processus de financiarisation de grande ampleur. Ces initiatives ont tourné à la catastrophe et parfois au scandale (il suffit de penser au Crédit lyonnais, à Natixis ou à Dexia pour s'en convaincre). Ces différences de stratégie entre l'Allemagne et la France sont également reflétées dans la conduite des investissements directs à l'étranger, très industriels et tournés vers l'Europe de l'Est pour l'Allemagne, et, pour la France, financiers et tous azimuts.

Ces différences sont telles qu'on peut s'interroger sur la pertinence de la caractérisation de l'Allemagne comme société et économie néolibérale. Nous soutenons la thèse d'une forme d'*hybridité*. L'Allemagne est en partie néolibérale et, en partie, ne l'est pas. Parler d'*hybridité* requiert la spécification d'au moins deux aspects. L'un est clairement néolibéral, l'autre correspond à ce que nous avons défini comme « néomanagériisme ». Les règles disciplinaires « de marché » imposant aux gestionnaires les seuls critères des propriétaires, sont, on l'a dit, moins bien établis en Europe que dans le monde anglo-saxon, mais on peut ajouter ici : « surtout en Allemagne ». Ce néomanagériisme est ainsi partiellement nouveau, comme l'indique le préfixe, mais aussi la prolongation de certains traits institutionnels hérités de l'après-guerre. Il faut bien souligner, qu'en tant que néomanagériisme, il s'agit d'un ordre social *de droite*. Pourtant, en Allemagne les gouvernements n'ont pas tenté de construire les châteaux de cartes financiers voués à l'effondrement comme en France, et une grande partie des entreprises poursuivent des stratégies industrielles.

Les classes populaires auraient-elles intérêt à la généralisation de telles orientations ? Dans un

ordre social néomanagérial, l'alliance demeure soudée entre les classes capitalistes et les classes de cadres. Du point de vue des classes populaires, les droites se ressemblent. La préservation de l'emploi a été chèrement payée en Allemagne, par la compression des pouvoirs d'achat et de la protection sociale, ainsi que la multiplication des petits boulots. On peut donc douter de l'intérêt du néomanagérialisme pour les classes populaires.

Que faudrait-il faire alors pour renouer avec l'amélioration du sort du plus grand nombre ? En quoi l'espace national est-il insuffisant pour cela ? En quoi apporte-t-il au contraire un levier pour un nouveau compromis de classe au niveau européen ou-bien cet échelon (national) est-il simplement non pertinent ?

En Europe, les discussions au sein des différentes composantes de la gauche radicale ont tendance à porter sur le retour au protectionnisme, l'unité européenne et la sortie éventuelle de l'euro. Toutes ces questions sont évidemment posées. Le livre tend à mettre l'accent sur deux types de considérations qu'on peut évoquer ici. Elles se situent respectivement aux plans économique et politique.

Au plan économique, nous insistons sur le caractère primordial de la question de la propriété et de la gestion. Le livre tente de donner un visage aux réseaux de la grande propriété et de la haute gestion. Aucun changement sérieux n'est, à notre avis, envisageable sans une reprise en main musclée et la reconfiguration de ces structures de décision. Toute politique protectionniste ou de restriction à la mobilité des capitaux entrerait directement en conflit avec ces centres où se prennent les grandes décisions. Il en irait ainsi au plan européen comme à celui d'un pays particulier qui se serait isolé des structures européennes. Ces difficultés sont bien connues et porte le nom de « la question du pouvoir ». Elle concerne tout autant le « centre politique institutionnel » que le « centre économique institutionnel ». Tant que ne sera pas brisée l'alliance au sommet entre propriétaires et hauts gestionnaires, tant que les seconds partageront le pouvoir avec les premiers, aucune politique alternative ne pourra être menée par aucun gouvernement de gauche. Le premier enjeu est donc de briser cette alliance et de définir de nouvelles règles, ce qui peut être fait par la loi. Il s'agit d'interdire, dans les conseils d'administration, les positions dominantes des représentants des sociétés financières et les pratiques des fonds spéculatifs visant à soumettre l'action des gestionnaires des entreprises aux intérêts de la Finance. La loi devrait également prohiber l'indexation des rémunérations des dirigeants sur les performances boursières, ou les pratiques de rachat par les entreprises de leurs propres actions. On peut évidemment pronostiquer le départ des grands actionnaires dont les pouvoirs et intérêts se verraient compromis, ce qui serait un bon débarras. Il appartiendrait alors aux sociétés de se racheter mutuellement, renouant ainsi avec les pratiques de l'après-guerre. L'État pourrait s'impliquer également dans certains cas – jusqu'à la nationalisation, surtout dans les secteurs financiers de pays comme la France. Cette fuite des grands actionnaires permettrait la mise en œuvre de nouvelles gestions tournées vers l'investissement sur le territoire national à partir des profits conservés et du crédit.

Une telle transformation au sommet serait un préalable indispensable à la conduite de nouvelles politiques en matières de production, d'investissement, de changement technique, d'emploi, de préservation de l'environnement, des politiques qui sont toutes incompatibles avec les structures

de pouvoir actuelles. Si les mondialisations économique, culturelle et politique doivent rester un objectif, il faut mettre le plus vite possible un terme à mondialisation néolibérale, immédiate et brutale, dont l'objectif est de placer tous les travailleurs du monde en concurrence au bénéfice des nantis. Il n'y a rien de sacré dans le libre-échange ou la libre mobilité des capitaux. Les pays moins avancés ont droit au développement, et les classes populaires des pays des vieux centres doivent œuvrer à la préservation des acquis de leurs conquêtes aux plans sociaux, économiques, politiques et culturels. Ils ont également vocation à l'exemple en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Un gouvernement de gauche devrait donc œuvrer à l'établissement d'accords entre pays ou régions du monde dans la poursuite des intérêts réciproques et témoignant de la solidarité des plus avancés, ce qui ne se fait pas à l'OMC.

La dimension des relations internationale est ici cruciale. Le livre soutient la thèse des effets socialement destructeurs qu'ont eu les visées hégémoniques des États-Unis dans l'après-guerre vis-à-vis des dynamiques de progrès. De ce point de vue, rien n'a vraiment changé. À nos yeux, un projet actuel de rénovation politique, par l'affrontement majeur avec la Finance mondiale, en particulier états-unienne, et le bouleversement qu'il implique au sein de la mondialisation néolibérale, n'est pas à la portée d'un pays européen particulier. Il suppose des institutions financières fortes, reprises en main, et une monnaie également forte, pas au sens d'un taux de change élevé mais concernant sa capacité à s'imposer dans les transactions financières mondiales (face aux « marchés » de la Finance mondiale, surtout anglo-saxonne). La dislocation de la zone euro ou la sortie de certains pays jouant la carte de l'isolement serait désastreuse. Les dévaluations qu'elle permettrait auraient des effets positifs modérés pour les sociétés exportatrices mais compensant peu les inconvénients : hausse du prix des importations, revalorisation des dettes externes et effritement ou dislocation du projet européen. La résolution de la crise des pays d'Europe où elle est la plus sévère, passe par des politiques macroéconomiques, industrielles et financières très fortes, contraires aux principes néolibéraux ou néomanagériaux.

Au plan politique, la tâche à accomplir est double. En premier lieu, il faut être aux commandes dans les instances parlementaires, gouvernements, ainsi que les institutions para-gouvernementales, comme les banques centrales ou les instances centrales européennes. Sur ce terrain, la simple évocation de la nature de la nouvelle alliance entre classes populaires et classes de cadres souligne la difficulté de l'exercice d'un pouvoir partagé – un « compromis » – interclasse. L'action des classes populaires doit être supportée par l'activité – l'« activisme » pourrait-on dire – de ses organisations (partis, syndicats et associations) et trouver les formes d'une coopération nécessairement, également, conflictuelle avec les classes de cadres. Mais la question de la démocratie interne de ces classes de cadres se pose aussi, car elles sont fractionnées : cadres du privé et du public, cadres techniques et financiers ou cadres des professions intellectuelles. La garantie de la préservation du compromis social à gauche requiert une implication plus générale des classes populaires (et des cadres subalternes), et localement plus directe. Il faut mettre en marche, sans différer, la grande dynamique du dépassement de l'alliance par l'implication graduelle de larges secteurs de la population dans les initiatives et processus décisionnels. Les leçons du précédent de l'après-guerre sont ici d'importance primordiale : il s'agit d'interdire la dégénérescence du compromis en amorçant la dynamique de son dépassement.

L'idée est largement répandue que les divisions et hétérogénéités, tant économiques que politiques, qui traversent l'Europe, condamnent tout projet de changement politique radical, quand bien même prendrait-il forme dans un pays. Il faut refuser vigoureusement cet argument. Si une alternative de vraie gauche se dessinait dans un grand pays européen, débouchant sur la revendication d'une révision des traités européens à l'opposé des directions dans lesquelles ils sont constamment réécrits, on pourrait pronostiquer un puissant réveil des luttes dans de nombreux pays. L'existence des « autres » n'est qu'un prétexte aux passivités nationales.